

Communiqué intersyndical des organisations FSU, CGT educ'action, UNSA-éducation, SGEN-CFDT et de fédérations de parents d'élèves FCPE 95 pour appeler à la mobilisation le 30/3

Le ministère de l'éducation nationale poursuit sa politique éducative de casse du service public d'Éducation Nationale basée sur une idéologie rétrograde et libérale sans prendre en compte ni l'expertise professionnelle des acteurs de terrain, ni les avis de leurs organisations syndicales, ni ceux de l'ensemble de la communauté éducative.

L'amélioration de notre système éducatif exige une ambition politique forte dans le cadre d'une construction qui soit commune et concertée. Or, le ministre entend imposer de nombreuses transformations et continue de le faire à marche forcée en tentant d'empêcher toute contestation.

Pour nos organisations, ces transformations, tant par leur contenu que par la méthode, vont accroître les inégalités, vont à l'encontre de la réussite de tous les élèves et dégraderont encore plus les conditions de travail des personnels.

Lois Blanquer : reprise en main autoritaire à travers des réformes qui ne répondent pas aux enjeux

- la création des établissements publics des savoirs fondamentaux, permettant que les écoles passent sous l'autorité des chefs d'établissement des collèges rendant incertain le devenir de la direction d'école et des directrices/teurs
- la formation des enseignants et une conception du métier réduites à des fonctions d'exécution et de soumission
- la fin de l'évaluation indépendante des politiques éducatives,
- les cadeaux financiers pour l'école privée.
- un recours accru à des contractuels précaires
- les attaques contre l'enseignement professionnel public
- les réformes du lycée, du bac, de l'orientation (ParcourSup, CIO, Onisep) et la loi ORE qui accroissent le déterminisme social

Tous ces projets s'inscrivent dans une réforme globale de destruction de la Fonction Publique

- la suppression massive de postes et en particulier dans l'Éducation Nationale et dans la fonction publique territoriale
- le large recours à la contractualisation
- les attaques contre le paritarisme au profit de l'arbitraire
- le gel du point d'indice alors que nos salaires restent inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE

Le vaste plan de propagande du Ministre ne cache pas sa volonté d'autoritarisme. Ce projet également basé sur l'objectif d'économies budgétaires fragilise encore l'École par des transformations profondes élaborées sans les personnels, les élèves, les étudiants et les familles.

Nos Organisations exigent l'abandon de la loi Blanquer tel qu'elle a été votée en première lecture à l'Assemblée Nationale et l'ouverture de réelles négociations avec syndicats représentant les personnels.

Nos organisations appellent à amplifier les mobilisations et les inscrire dans la durée, soutiennent dès cette semaine, toutes les initiatives décidées localement, appellent à faire du 30 mars une puissante journée de mobilisation pour le service public d'éducation, par une présence massive des personnels et des familles dans la manifestation parisienne

Dès maintenant, elles appellent à amplifier la mobilisation après le 30 mars afin de gagner les mobilisations engagées.

Pour ces raisons, nos organisations appellent les collègues avec les parents d'élèves à se mobiliser samedi 30 mars contre ces projets de casse de service public d'éducation nationale. Des actions locales se déclineront le matin dans le département avant de converger vers la manifestation à Paris, départ 14h Panthéon vers Place d'Italie.